

ON S'ABONNE A PARIS

Rue Neuve-St-Augustin, 11

Paris Départ.
Vingt jours... 1 2
Trois mois... 4 50 7 50
Six mois... 8 14

LA

TRIBUNE PARISIENNE

JOURNAL DES INTÉRÊTS POPULAIRES

INSERCTIONS

Annonces, 25 cent. la ligne
Réclames, 50 cent. la ligne

Toute lettre non affranchie
sera refusée.

Paris, 18 avril.

Nous avions l'intention de publier une profession foi : les circonstances actuelles nous font un devoir d'ajourner une déclaration de principes qui pourrait heurter de front quelques actes du gouvernement provisoire. Liberté, égalité, fraternité : ces trois mots qui sont le résumé de tous les principes vraiment républicains, ces trois mots sont l'expression de nos vœux et de nos idées. Nous voulons la république grande, glorieuse, forte surtout; nous la voulons oubliée du passé, nous la voulons toute d'avenir.

Nous ouvrons une tribune où toutes les opinions pourront se combattre et s'éclairer. Nous appelons à nous toutes les pensées, toutes les théories. Entre frères, il vaut mieux combattre par la parole que par l'épée. Du choc des idées vient plutôt la lumière que du choc des armes.

Venez donc à nous, vous qui avez souffert par l'oppression, vous qui avez souffert d'opprimer. Aujourd'hui vous êtes membres de la même famille, de la grande famille républicaine; vous êtes frères, et vous agirez en frères. Aujourd'hui il n'y a plus d'hommes de la veille; nous devons tous être les hommes de la république : les hommes du présent, les hommes de l'avenir. A Dieu seul la justice pour les passés politiques.

Venez à nous pour dire avec nous : confiance les uns dans les autres. Fraternité de cœur, de lumière et de patriotisme. Union par l'oubli du mal et l'espoir du bien. Le travail en commun pour l'élaboration, puis pour le soutien d'une constitution large et féconde, qui assure la souveraineté nationale, qui fasse justice à tous.

L'œuvre d'une régénération politique est une œuvre qui exige le concours de toutes les intelligences, actives ou rêveuses. Il faut que pas un des intérêts de la grande famille républicaine ne soit oublié, ne soit froissé. La presse est la grande tribune populaire. Donc à l'œuvre tous les travailleurs de la pensée, le temps presse. Encore quelques jours, et l'on fondera l'avenir du pays. Il le faut grand, noble, digne de la France. Aidé pour tous, confiance entre tous.

Cette nuit deux postes importants, occupés par la garde nationale, ont été attaqués par des bandes d'hommes armés. Ces tentatives ont échouées grâce à l'attitude des hommes de garde.

A cinq heures du matin, le rappel battait dans tous les quartiers; le même élan enthousiaste qui, dimanche animait les légions, s'est encore fait remarquer. Partout les compagnies étaient au complet.

La garde mobile réclamait avec énergie le droit de marcher la première contre les ennemis de la République.

Des groupes animés se sont formés dans la journée sur différents points. Plusieurs personnes soupçonnées de communisme, ont été arrêtées par le peuple et conduites aux corps de garde voisins.

Au Château-d'Eau, un officier de la garde nationale a été arrêté par un officier d'état-major, qui a dû le faire monter dans un fiacre pour le sauver de la fureur populaire; on le croyait un ami de Cabet.

A la porte Saint-Denis, on a aussi arrêté un garde national à cheval qui distribuait l'imprimé émanant de la Commune de Paris. Il a été conduit au poste du boulevard Saint-Martin.

On lit dans l'Assemblée nationale :

Le général Changarnier s'est présenté devant le front des gardes nationaux réunis sur la place de la Madeleine et sur les boulevards.

Quelques paroles chaleureuses, prononcées par lui ont été accueillies avec enthousiasme. « Gardes nationaux, voulez-vous des troupes à Paris, » a-t-il demandé en finissant. Un cri général a répondu : « Vive la ligne ! vive l'armée ! Qu'ils viennent, ce sont nos frères ! Vive le général Changarnier ! Vive le gouvernement provisoire ! A bas les communistes ! A bas les conspirateurs ! »

On assure que le général Changarnier aurait aussi annoncé que des troupes étaient aux portes de Paris et que l'on refusait de les laisser entrer; et là dessus quelques gardes nationaux se seraient écriés : « Allons au devant d'elles ! »

Le *Messenger* donne sur les événements de la journée les détails qui suivent :

Nous avons cru un instant ce matin que la journée allait nous offrir une représentation nouvelle de celle du 16 avril.

Dès cinq heures du matin, le rappel battait dans toutes les rues de Paris.

A six heures, les douze légions offraient sous les armes plus de 120,000 gardes nationaux, et les mairies étaient assiégées de citoyens encore non inscrits ou non armés qui venaient chercher des fusils.

Des munitions étaient transportées sur l'emplacement occupé par chaque bataillon, et étaient distribuées à la force armée.

Les boutiques des armuriers étaient encombrées par les gardes nationaux armés de fusil de chasse, qui venaient y prendre soit des cartouches Lefauchaux, soit de la poudre et des balles.

Tout cela se faisait avec une précipitation calme; les magasins s'ouvraient néanmoins et chacun semblait plus curieux de savoir la raison des ordres donnés qu'inquiet du résultat qu'ils pouvaient laisser prévoir.

Mille bruits couraient dans les rangs de la milice citoyenne. On disait :

Que, cette nuit, dans le quartier des halles, on avait arrêté et pillé un fourgon de fusils qui se rendait à une mairie;

Que plusieurs postes avaient été inquiétés et même astaqués. On citait notamment celui du boulevard Bonne-Nouvelle;

Que les communistes s'étaient emparés des barrières de Paris pour empêcher l'entrée des troupes que le gouvernement provisoire y avait appelées;

Que les clubs avaient résolu de faire ce matin une démonstration en armes pour répondre à celle de la garde nationale dans la journée d'avant-hier;

Que de nombreuses arrestations avaient été résolues, et que le gouvernement avait voulu les opérer au grand jour et avec le concours de la garde nationale.

Vers neuf heures, deux bataillons de chaque légion se sont dirigés successivement vers l'Hôtel-de-Ville, et ont ainsi parcouru Paris dans tous les sens.

La garde nationale mobile a également paru sous les armes, et rayonné dans tout Paris.

Un peu après dix heures et demie, l'ordre a été donné aux légions de rentrer dans leur arrondissement, et chacun est retourné à ses travaux, sauf de nombreux piquets laissés aux mairies.

Voici, en somme, ce qui paraît être la vérité sur la cause de ces mouvements :

Dans la soirée d'hier, certains clubs auraient eu des séances très orageuses. Celui de M. Blanqui se serait réuni en comité secret. Au Conservatoire des Arts-et-Métiers, la séance aurait été fort agitée, et une invitation aux membres de cette réunion de se présenter en armes aurait été mal interprétée, en ce qu'on aurait cru qu'il s'agissait d'appuyer les communistes, tandis que, dit-on, il n'était question que de protester contre eux.

Il serait vrai encore que des arrestations devaient avoir lieu. Plusieurs étaient opérées ce matin.

Cet après-midi, nous avons vu passer sur le quai aux Fleurs un fiacre escorté de deux cents gardes nationaux environ, et qui renfermait quatre officiers de la garde civique, dont deux nous ont paru en état d'arrestation. Ce cortège venait du quartier Saint-Martin, et se rendait à la préfecture de police. On prononçait devant nous les noms des individus arrêtés. Nous ne les répéterons point.

On disait encore qu'un personnage qui a joué un certain rôle et occupé une fonction importante pendant les premiers jours de la révolution de février, avait été arrêté sur les boulevards, distribuant un manifeste.

La Commune de Paris fait distribuer dans les rues le manifeste suivant :

Qu'est-ce que le peuple? — Tout.

VIVRE EN TRAVAILLANT ! OU MOURIR EN COMBATTANT.
Serrons nos rangs ! unissons-nous pour le maintien de la République pure.

A LA RÉACTION.

Avant tout, nous le déclarons hautement, nous craignons peu les communistes, hommes égarés par l'appât d'une décevante théorie, impatients d'un bonheur qu'ils voudraient réaliser en quelques heures. Ce sont les réactionnaires qui nous font veiller. Qu'ils le sachent donc ! pour pulvériser leur insolente agression, si jamais elle ose se montrer au grand jour, nous sommes trois cent mille prêts à combattre jusqu'au dernier soupir. Ils ont crié, les réactionnaires de toutes les factions : à bas les communistes ! Nous ne nous sommes pas mépris sur la portée de ce mot. Demain, ils crieront : à bas les républicains !

Sans doute, parmi ceux qui parlaient ainsi, il en était qui n'avaient pas d'arrière pensée, parce que le communisme leur apparaissait comme le pillage, comme l'abolition de la propriété et de la famille. Nous faisons appel à ceux-là ; ce sont nos frères ; qu'ils se joignent à nous pour combattre la contre-révolution ! Nous connaissons leurs sourdes menées, qu'ils prennent garde ! nous veillons, et le peuple, dont ils lassent la patience, les écrasera de sa main puissante.

Dans la manifestation faite par la garde nationale, avant-hier, il y avait des républicains sincères, et si les réactionnaires avaient brûlé la première amorce, deux camps se seraient formés, et ils savent ce que nous valons.

Que le gouvernement provisoire avisé immédiatement : qu'il soit révolutionnaire, c'est le seul moyen d'anéantir la réaction.

Quand la république sera fondée, pardon pour les réactionnaires, car ils sont aussi nos frères.

Dans un pays de libre discussion, toutes les idées ont le droit de se produire, toutes les théories ont le droit d'avoir des adeptes.

Ces adeptes n'ont pas le droit de mettre un fusil à la main et de forcer leurs frères à réaliser leurs théories.

Rien ne se fait subitement dans l'humanité. Révolutions, améliorations, tout cela germe et mûrit lentement avant d'éclater.

La pensée d'un peuple ne se fait jour que lorsqu'elle a été longtemps condensée; alors elle pulvérise les trônes, met les rois en fuite, rapproche les cœurs et les esprits, et la fraternité règne !

Frères, vous avez écrit ce mot sur votre bannière, vous ne l'oublierez pas !

C'est la fraternité de la vie que vous devez réaliser non pas celle du néant de la mort.

Or, soyez certains, que les réacteurs et les brouillons qui vous entraînent vous conduiraient là sans de longs détours.

La société telle qu'elle existe aujourd'hui renferme dans son sein des vices immenses, nous l'avons dit, nous le répétons, nous le répèterons jusqu'à ce qu'on nous écoute ! Autant que pas un nous sommes socialistes, mais nous ne voulons pas de secousses violentes, parce qu'elles n'ont jamais rien produit.

Nous combattons les tentatives qui, sous prétexte de nous donner le bien-être, entraîneraient la société dans une lutte affreuse, dans une série de calamités épouvantables, dans des désastres inouis, à la misère, à la faim générale.

Procéder avec ordre, par des améliorations successives, pour mettre tout le monde en demeure de jouir de ses droits, pour donner à chacun sa part de bien-être et sa place au soleil, tel est le but de la république.

Organiser le travail par l'association, voilà le moyen; c'est la devise des cent mille ouvriers qui sont allés hier à l'Hôtel-de-Ville.

L'association bien comprise décuplera la richesse de la France ! attendons !

N'écoutez pas ceux qui vous disent : notre doctrine est dans l'Evangile.

Oui, les premiers chrétiens étaient communistes, mais pourquoi ?

Parce qu'ils avaient fait abnégation de tout bien d'ici-bas, parce qu'ils considéraient la terre comme un lieu d'exil, dont ils avaient hâte de sortir et sur lequel ils ne devaient bâtir qu'une tente d'un jour.

Sont-ce là les sentiments qui animent les hommes aujourd'hui ?

Si vous persistez dans vos idées, que n'allez-vous où vous pouvez les mettre en pratique facilement ? Quel succès espérez-vous ? Combien êtes-vous ? quelques milliers à peine et vous prétendez assujétir 54 millions d'hommes au joug de vos doctrines ? Mais il n'est pas de si petit propriétaire d'un champ quelque exigu qu'il soit, qui ne vole aux armes au premier signal, quand même vous lui offririez en compensation les mines du Pérou. Vous vous heurteriez contre une muraille de baïonnettes. Menacés, nous serions les premiers à voler à votre secours, bien que nous ne partagions pas vos idées. Nous comptons des amis parmi vous.

Allez hors de France fonder des villes et des colonies où vous vivrez librement sous le régime que vous avez rêvé. Vous accroîtrez la gloire de la mère-patrie, que vous aurez privée de vos cœurs et de vos bras. L'Algérie est là, immense, inculte, inhabitée. Attendant la main de l'homme. Mais, pour Dieu ! n'appellez pas sur vous des extrémités terribles.

Défiez-vous surtout des brouillons, des réacteurs et des intrigants qui exploitent toute idée et font leur de tout mouvement.

Dans les barricades au jour du combat, il se présente des hommes de tête et de cœur qui marchent en avant. Ces combattants se groupent autour d'eux, et, sans les avoir nommés, les reconnaissent pour leurs chefs. Ceux-là sont les élus du peuple et de Dieu. Ce sont les hommes d'action.

D'autres viennent après la victoire, qui séduisent les esprits par leur langage et enveloppent les cœurs dans le réseau de leur fausseté. Ambitieux, hypocrites et lâches, ils parviennent cependant à entraîner quelques hommes. Ce sont les paroleurs. Qui les a nommés ? l'égoïsme ; et c'est à eux que vous vous attacheriez ? mais pour tous, l'heure vient où ils sont démasqués. Il n'y a que ceux qui se dévouent pour leurs frères qui en soient aimés.

Encore un coup, que le gouvernement provisoire avertisse ; avant tout il s'agit de consolider la République. Contre cet intérêt tout-puissant mettrait-on en balance des considérations de l'ordre le plus mesquin ? Qu'il se préoccupe plus que jamais du sort des travailleurs ; il y a des moyens immédiats de l'améliorer, qu'il les choisisse et en pousse vigoureusement l'exécution !

Abolition de l'impôt sur l'ouvrier, abolition de l'octroi, établissement de l'impôt progressif, création du travail agricole, etc., etc.

On peut par là assurer le droit au travail et la justice pour tous.

Le gouvernement provisoire se sent-il faible ! qu'il s'entoure d'hommes forts et résolu, et congédie la valetaille !

Des mesures révolutionnaires ! c'est l'unique moyen d'anéantir la réaction.

L'Assemblée nationale devra poser en principe le droit au travail pour tous. Dès lors, plus de pauvres parmi nous.

Vive la République !

SORBIER.

Les idées ne s'imposent pas par la force, mais elles s'insinuent dans les cœurs par la persuasion. Le jour où elles sont populaires, elles ont été reconnues d'une application utile à la société ; alors aussi elles sont souveraines de fait et de droit. Le communisme peut espérer l'avenir, car les fortunes tendent à se niveler ; mais il doit renoncer au présent. S'il en doutait encore, après les manifestations de dimanche et d'aujourd'hui, il faudrait penser que les hommes qui le personnifient sont étrangers à toute intelligence en dehors de l'intelligence propre à leurs théories.

L'opinion s'est prononcée ; elle a été unanime : Pas de communisme ! Le bon sens public a fait justice de démonstrations inopportunes. Que le communisme attende des temps meilleurs pour se produire. Ce qu'il faut aujourd'hui, avant tout, c'est l'ordre, qui ramènera la confiance, et, par suite, le travail. Que le communisme pèse ces paroles des travailleurs, sublimes de résignation et de confiance : Nous avons trois mois de misère au service de la République ; et le communisme fera, maintenant, le sacrifice de ces théories, bien jeunes encore, et incomprises par beaucoup. A tout Messie il faut un précurseur. La République, en consacrant le principe naturel et de droit de l'égalité, annonce peut-être la venue du communisme.

Economies.

Le gouvernement marche de plus en plus dans la voie des réformes sérieusement économiques. Après les réformes judiciaires et administratives on nous annonce les réformes militaires. Espérons que les gros traitements et les sinécures seront inconnues dans notre République.

Deux décrets du gouvernement provisoire mettent à la retraite plus de cent généraux, colonels et lieutenants-colonels.

Le chiffre des généraux commandant les départements doit être réduit de moitié. Un seul commandant de brigade commandera, au moins, deux départements.

L'effectif de l'état-major subira, par suite, une réduction considérable.

L'économie qui résultera de ces mesures peut être évaluée à quinze cent mille francs.

ACTES DU GOUVERNEMENT.

Une proclamation, affichée depuis hier sur les murs de Paris, contient les phrases suivantes :

« Citoyens, l'unité du gouvernement provisoire représente l'unité de la patrie : c'est ce que vous avez compris, grâce vous en soient rendues ! »

« Dans trois jours, une grande fête nationale doit vous réunir encore ; le gouvernement provisoire vous y convie. Vous y trouverez aussi ces enfants du peuple, représentant l'armée, qui, en recevant les nouveaux drapeaux, jureront comme vous de ne jamais la laisser périr. »

« Oui, la République est fondée, soutenue par l'adhésion de tous les citoyens fraternellement unis ; la révolution est invincible. »

Les membres du gouvernement provisoire.

Le gouvernement provisoire,

Considérant que la revue décrétée pour jeudi prochain est une fête nationale ;

Que tous les citoyens sont convoqués à cette fête de concorde et de sincère fraternité entre le peuple de Paris et l'armée ;

Qu'il est intéressant que tous les citoyens puissent assister à cette solennelle manifestation ;

Décète :

Art. 1^{er}. La journée du 20 avril prochain sera un jour férié ;

Art. 2. La banque, la bourse, les cours et tribunaux seront fermés ; tous les effets de commerce à l'échéance du 20 avril ne seront présentés que le 21.

Fait en conseil de gouvernement, le 17 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Destitution provisoire de M. Barthe.

Le gouvernement provisoire,

Décète :

La suspension ou la révocation des magistrats de la cour des comptes peut être prononcée par le ministre des finances, délégué du gouvernement provisoire, comme mesure d'intérêt public.

Fait à Paris, en conseil de gouvernement, le 17 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

En vertu d'un arrêté du même jour, signé Garnier-Pagès, M. Barthe, premier président de la cour des comptes, est suspendu de ses fonctions.

Destitution provisoire de quatre présidents de cour d'appel.

Sont suspendus de leurs fonctions :

MM. Poulle, Amilhau, Viger et Moreau, premiers présidents des cours d'appel d'Aix, Pau, Montpellier et Nancy.

Pour le gouvernement provisoire :

Le ministre de la justice délégué du gouvernement provisoire,

AD. CRÉMIEUX.

Mise à la retraite de plusieurs officiers généraux et colonels de l'armée de terre.

Le gouvernement provisoire,

Considérant que l'état-major de l'armée est beaucoup trop nombreux ; qu'il est indispensable de le renfermer dans les limites commandées par les besoins réels de la République ;

Sans s'arrêter aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 4 août 1839 sur l'état-major général de l'armée,

Décète :

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite les généraux de division dont les noms suivent :

D'Anthouard, Flahaut, Fezensac, Mortemart, Sébastiani, Castellane, Woïrol, Rapatel, Gourgand, Guéhéneuc, Rullière, Tholosé, Jacqueminot, Marbot, Fabvier, Duchand, Rumigny, Castelbajac, Athalin, D'Hautpoul, Dampierre, Lawoestine, Saint-Simon, D'Houdetot, D'Astorg (Eugène), Daullé, Berthois, D'André, Boileau, De Bar, Moline de Saint-Yon, Tugnot de Lanoye, d'Astorg (Adrien) ; Gazan, Meslin, Boyer, Bellonnet, Tarlé.

Les généraux de brigade :

Rochechouart, Rigny, Montesquieu-Fezensac, Brack, Feisthamel, Garraube, Lauthonnet, Sainte-Aldegonde, Locqueneux, Franquetot de Coigny, Vairaigne, Duffoure d'Antist, Hupais de Salienne, Paillot, Delarue, Clomadeac, Charon, Chabannes, Gaja, De la Coste, Espéronnier, Polignac, Vast-Vimieux, Dumas, Girod, Garel, Thiéry.

Les colonels d'état-major :

La Rochefoucault, Montguyon, Gorrant, Brès.

Les lieutenants-colonels d'état-major :

Tessières, D'Escrivieux, Cabour-Duhay, Lecaheux, Baymé.

Les colonels :

Amoros, Apchié, Barthélemy, Beaufort, Chambon, Lebas, Macors, Marengo, Lusset, Bilsfeldt, Deselles, Chivaud, Meynard, Boério, Cornille, Chesnon, de Champmorin, Bergounhe, Havelaine, Ortoli, Baligaud, De Foulque-d'Oraison.

Fait à Paris, en conseil du gouvernement, le 17 avril 1848.

Les membres du gouvernement provisoire.

Nominations judiciaires.

Par arrêté du gouvernement provisoire de la République, en date du 16 avril, ont été nommés :

Procureur-général près la cour d'appel d'Orléans, M. Baudouin, en remplacement de M. Corbin.

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance d'Orléans, M. Merville.

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Moulins (Allier), M. Fougeron, avocat.

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Besançon (Doubs), M. Prêlat, avocat.

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Trévoux (Ain), M. Jandey, avocat à Belley.

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Tulle (Corrèze), M. Lacobière, substitut actuel.

Premier substitut près le même tribunal, M. Ducher, second substitut.

Substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Digne (Basses-Alpes), M. Reybaud, avocat.

Instruction du complot du 16 avril.

M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre de la justice ont, au nom du gouvernement provisoire, saisi le procureur général près la cour d'appel à Paris, et le commissaire du gouvernement près le tribunal de la Seine, de la connaissance de plusieurs faits qui ont eu lieu dans la journée de dimanche dernier, et desquels il paraîtrait résulter qu'un complot avait existé contre le gouvernement de la République.

Sur l'invitation de M. Portalis, M. Landrin a commencé immédiatement des poursuites ; un juge d'instruction a été commis ; tous les citoyens sont invités à donner à la justice tous les renseignements qu'ils jugeraient utiles à la manifestation de la vérité.

(Moniteur.)

Un arrêté du ministre des finances, daté du 17 avril, désigne comme entrepôts de marchandises :

Une maison sise à Saint-Quentin, rue des Cordeliers, 24.

A Caen, le magasin de l'entrepôt des douanes.

A Sainte-Marie-aux-Mines, le bâtiment de l'Hôtel-de-Ville.

A Saint-Omer, la caserne du Cygne.

A Montluçon, l'ancienne boucherie.

M. VICTOR HUGO.

Dans une assemblée des gens de lettres, des peintres, des musiciens, des artistes dramatiques et industriels, tenue dimanche, à l'effet de faire un choix de candidats à l'Assemblée nationale, M. Victor Hugo a prononcé un discours, dont nous extrayons les passages suivants :

« Je suis profondément touché des sympathies qui m'environnent. Des voix aimées, des confrères célèbres m'ont glorifié bien au-delà de ce que je vaudrais. Permettez-moi de les remercier de cette cordiale éloquence à laquelle je dois les applaudissements qui ont accueilli mon nom ; permettez-moi, en même temps, de m'abstenir de tout ce qui pourrait ressembler à une sollicitation de suffrages. Puisque la nation est en train de chercher son idéal, voici quel serait le mien en fait d'élection. Je voudrais les élections libres et pures ; libres, en ce qui touche les électeurs ; pures, en ce qui touche les candidats. »

« Personnellement, je ne me présente pas. Mes raisons, vous les connaissez, je les ai publiées ; elles sont toutes puisées dans mon respect pour la liberté lectorale. Je dis aux électeurs : Choisissez qui vous

voudrez et comme vous voudrez ; quant à moi, j'attends et j'applaudirai au résultat quel qu'il soit. Je serai fier d'être choisi, satisfait d'être oublié.

» Ce n'est pas que je n'aie aussi moi mes ambitions. J'ai une ambition pour mon pays, — c'est qu'il soit puissant, heureux, riche, prospère, glorieux, sous cette simple formule : *Liberté, égalité, fraternité* : c'est qu'il soit le plus grand dans la paix, comme il a été le plus grand dans la guerre. (Bravo ! bravo !)

Et puis, j'ai une ambition pour moi, c'est de rester écrivain libre et simple citoyen.

» Maintenant, s'il arrive que mon pays, connaissant ma pensée et ma conscience qui sont publiques depuis vingt-cinq ans, m'appelle, dans sa confiance, à l'Assemblée nationale, et m'assigne un poste où il faudra veiller et peut-être combattre, j'accepterai son vote comme un ordre et j'irai où il m'enverra. Je suis à la disposition de mes concitoyens. Je suis candidat à l'Assemblée nationale comme tout soldat est candidat au champ de bataille. (Applaudissements.)

» Le mandat de représentant du peuple sera à la fois un honneur et un danger ; il suffit que ce soit un honneur pour que je ne le sollicite pas, il suffit que ce soit un danger pour que je ne refuse pas. (Longues acclamations.)

» Vous m'avez compris. Maintenant je vais vous parler de vous.

» Il y a, en ce moment, en France, à Paris, deux classes d'ouvriers qui, toutes deux, ont droit à être représentées dans l'Assemblée nationale. L'une... à Dieu ne plaise que je parle autrement qu'avec la plus cordiale effusion de ces braves ouvriers qui ont fait de si grandes choses et qui en feront de plus grandes encore ; je ne suis pas de ceux qui les flattent, mais je suis de ceux qui les aiment ; ils sauront compléter la haute idée qu'ils ont donné au monde de leur bon sens et de leur vertu. Ils ont montré le courage pendant le combat, ils montreront la patience après la victoire. Cette classe d'ouvriers, dis-je, a fait de grandes choses, elle sera noblement et largement représentée à l'Assemblée constituante, et, pour ma part, je réserve aux ouvriers de Paris dix places sur mon bulletin.

Mais je veux, je veux pour l'honneur de la France, que l'autre classe d'ouvriers, les ouvriers de l'intelligence, soit aussi noblement et largement représentée. Le jour où l'on pourrait dire : Les écrivains, les poètes, les artistes, les hommes de la pensée, sont absents de la représentation nationale, ce serait une sombre et fatale éclipse, et l'on verrait diminuer la lumière de la France ! (Bravos.)

Il faut que tous les ouvriers aient leurs représentants à l'Assemblée nationale, ceux qui font la richesse du pays et ceux qui font sa grandeur ; ceux qui remuent les pavés et ceux qui remuent les esprits ! (Vifs applaudissements.)

Certes, c'est quelque chose que d'avoir construit les barricades de février sous la mousqueterie et la fusillade, mais c'est quelque chose aussi que d'être sans cesse, sans trêve, sans relâche, debout sur les barricades de la pensée, exposé aux haines du pouvoir et à la mitraille des partis. (Applaudissements.) Les ouvriers, nos frères, ont lutté trois jours ; nous, travailleurs de l'intelligence, nous avons lutté vingt ans.

Avisez donc à ce grand intérêt ! Que l'un de vous parle pour vous, que votre drapeau, qui est le drapeau même de la civilisation, soit tenu au milieu de la mêlée par une main ferme et illustre ; faites prévaloir les idées ! Montrez que la gloire est une force ! (Bravo !)

Même quand les révolutions ont tout renversé, il y a une puissance qui reste debout, la pensée. Les révolutions brisent les couronnes, mais n'éteignent pas les auroles ! (Longs applaudissements.)

Dans un moment où le système électoral le plus large et le plus libéral que les hommes aient jamais pu, je ne dis pas réaliser, mais rêver, appelle tous les citoyens à déposer leur vote, tous, depuis le premier jusqu'au dernier... je me trompe, il n'y a plus maintenant ni premier, ni dernier... tous, veux-je dire, depuis ce qu'on appelait autrefois le premier jusqu'à ce qu'on appelait autrefois le dernier, dans un moment où de tous ces votes réunis va sortir l'Assemblée définitive, l'Assemblée suprême qui sera, pour ainsi dire, la majesté visible de la France, s'il était possible qu'à l'heure où ce sonnet prendra possession de la plénitude légitime de son autorité souveraine, il existât dans un coin quelconque de Paris une fraction, une coterie, un groupe d'hommes, je ne dirai pas assez coupables, mais assez insensés, pour oser, dans un paroxysme d'orgueil, mettre leur petite volonté face à face et de front avec la volonté auguste de cette Assemblée qui sera le pays même, je me précipiterais au devant d'eux, et je leur crierais : Malheureux ! arrêtez-vous, vous allez devenir de mauvais citoyens ! (Bravo ! bravo !)

et s'il ne m'était pas donné de les retenir, s'ils persistaient dans leur tentative d'usurpation impie, oh ! alors je donnerais, s'il le fallait, tout le sang que j'ai dans les veines, et je n'aurais pas assez d'imprécations dans la voix, pas assez d'indignation dans l'âme, pas assez de colère dans le cœur pour

écraser l'insolence des dictatures sous la souveraineté de la nation ! » (Immenses acclamations.)

Cette magnifique improvisation du grand poète a été accueillie avec un enthousiasme difficile à exprimer. Des bravos et des applaudissements l'ont fréquemment interrompue.

M. Victor Hugo a été proclamé, à l'unanimité, candidat à l'Assemblée nationale.

Nouvelles des Départements.

ARRAS. — On lit dans la *Liberté*, journal du département du Nord :

» On continue d'envoyer des émissaires dans les campagnes, et souvent leur présence y produit le plus mauvais effet.

» C'est ainsi que le citoyen Béthancourt, de Boulogne, en passant dernièrement dans la commune de Doudeauville, a révoqué le curé, et après cet exploit s'est rendu à Etables. En cet endroit, il voulut continuer ce qu'il avait si bien commencé ; il essaya de l'intimidation avec le maire et le conseil municipal. Mais les habitants d'Etables, mécontents de la façon d'agir du commissaire, s'élevèrent tous contre lui, et le citoyen Béthancourt fut forcé de s'esquiver à onze heures du soir, sans pouvoir donner suite à ses magnifiques projets.

» Quand donc l'administration comprendra-t-elle que, loin de se gagner les habitants par ce moyen, elle ne fait que s'aliéner tout ce qui est ami de l'ordre et de la liberté ?

— On lit dans le *Périgord* :

» Un fait très significatif vient de se passer à Nontron.

» M. Charles Montagut, commissaire du gouvernement, assistait à un banquet que lui offraient les Nontronnais.

» A la fin du repas, M. le commissaire du gouvernement a porté un toast à *Ledru-Rollin*. L'assemblée entière a répondu par le cri de VIVE LAMARTINE !

— On lit dans le *Français de l'Ouest* :

» Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le règne de M. Bertrand (de Grenoble) a déjà cessé et qu'il est même de retour dans nos murs. La population de Dinan s'est prononcée contre son installation avec une telle énergie et une telle unanimité, que force a été à M. le commissaire du département d'abandonner l'homme de son choix, et à celui-ci d'avoir immédiatement recours à *Lafitte* et *Caillard*.

— On lit dans la *Gazette du Bas-Languedoc* du 12 :

» Des désordres graves ayant éclaté à la Grand-Combe et les ouvriers s'étant mis en grève, on nous assure que l'État vient de se charger de l'exploitation des mines et l'a confiée à M. Thibaud, ingénieur du gouvernement.

— *L'Indépendant* annonce que l'arsenal de Toulouse a reçu l'ordre de diriger sur Bourges 450 pièces de canon de tout calibre.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

ALTONA, 15 avril. — Les troupes hanovriennes ont suivi de près les troupes prussiennes et sont entrées dans cette ville avec 12 canons et 4 obusiers.

On s'attend à un combat décisif aujourd'hui même.

BERLIN, 15 avril. — On vient de publier la liste officielle des militaires tués et blessés dans les combats des 18 et 19 mars dernier. Tués : 3 officiers, 17 sous-officiers et soldats ; blessés : 14 officiers, 14 sous-officiers, 225 soldats, 1 chirurgien aide-major.

AIX-LA-CHAPELLE, 16 avril. — Les réserves de guerre du 54^e régiment, arrivées depuis quelques jours, s'étaient permis une foule d'inconvenances qui avaient vivement irrité les bourgeois. Hier une collision a eu lieu, à la suite de laquelle il a fallu faire rentrer les troupes dans les casernes et confier le maintien de l'ordre à la garde civique.

On espérait que la tranquillité ne serait plus troublée ; mais lorsque les soldats partirent, une foule d'individus se jetèrent sur la garde civique qui voulait les protéger. La garde fit feu, et plusieurs personnes furent tuées ou blessées. La cavalerie finit par faire évacuer les rues, et les soldats purent partir.

Au moment où nous mettons sous presse, la tranquillité n'est pas encore rétablie.

NOUVELLES D'ITALIE.

Nous ne recevons aujourd'hui ni journaux ni correspondances directes de Venise, et nous sommes dès lors dans l'impossibilité de constater si la nouvelle de la prise de Vérone qui nous est parvenue par cette voie est ou non confirmée.

Nous donnons d'ailleurs ci-après les avis qui nous arrivent des autres points de l'Italie ou de la Sicile.

TURIN, 14 avril. — Les derniers bulletins de l'ar-

mée s'arrêtent au 12. A cette date, Peschiera avait été sommée, et le bombardement devait être commencé, à moins que la place ne se fût rendue. Les Piémontais s'étaient déjà emparés de la poudrière, qui faisaient déjà partie des ouvrages extérieurs de la forteresse.

Des corps nombreux de volontaires italiens ou suisses se portaient vers Trente, sur le flanc droit et sur les derrières de l'armée de Radetski.

GENÈS, 15 avril. — Environ 250 Italiens sont arrivés ici de Marseille, afin de servir comme volontaires en Lombardie : ils ont été accueillis avec enthousiasme, et les canotiers qui les ont conduits du na-
vire au débarcadère n'ont point voulu accepter de rétribution.

PALERME, 1^{er} avril. — Hier, dans l'après-midi, est partie toute la flotte anglaise, ayant à bord lord Minto. Les Anglais abandonnent la Sicile, après y avoir soufflé le feu de la discorde.

Lord Minto a promis monts et merveilles, et, au fond, il est cause que rien n'a été conclu avec Naples.

C'est un nouvel exemple qui prouve qu'il ne faut jamais s'appuyer sur l'étranger : faisons nos affaires nous-mêmes et entre nous, Italiens !

NOUVELLES D'ESPAGNE.

MADRID, 15 avril. — Le roi a fait hier une chute de cheval : au moment où il sortait pour faire une promenade, le cheval de S. M. s'est cabré, et le roi a eu le bras démis.

S. M. a pu rentrer à pied au palais où elle a reçu les soins de M. Sanchez, médecin du palais ; on espère que cet accident n'aura pas de suites fâcheuses. Le roi est mieux aujourd'hui quoiqu'il soit encore alité.

Le baise-main de l'infante a été très brillant. Le duc de Montpensier, debout à côté de l'infante, saluait toutes les personnes présentées.

Le vénérable Castana était à cette réception. Tout le corps diplomatique y assistait, à l'exception de M. Bulwer, qui s'était excusé par écrit, ne pouvant pas se présenter à raison du mauvais état de sa santé. Il paraît à peu près certain que cet agent diplomatique aurait adressé à notre gouvernement une note sur laquelle on continue de garder un certain mystère.

La reine a fait présent au général Narvaez d'une magnifique épée. Cette épée était accompagnée d'une lettre autographe conçue dans les termes les plus flatteurs pour le général.

La nuit s'est passée tranquillement : Dans la soirée, du côté de la place de la Cebada, il y avait eu une fausse alerte, mais le centre de la capitale ne s'en est même pas douté, et cette alerte n'a rien eu de sérieux. A la Puerta del Sol, le piquet de service a été diminué ; ce qui prouve que le gouvernement ne redoute rien de grave. La circulation dans les rues de Madrid a lieu comme d'habitude.

Les journaux de Londres du 17 au soir ne sont pas arrivés aujourd'hui à Paris.

Ceux du matin n'offrent qu'un médiocre intérêt.

Un procès est entamé, au nom de la couronne, contre les trois membres les plus fougueux de la jeune Irlande, Smith, O'Brien, Meagher et Mitchell.

L'United Irishman a publié une nouvelle lettre de John Mitchel à lord John Russell. Cette lettre se termine ainsi : « Je sais bien que nous ne devons pas compter, de la part du gouvernement anglais, sur un aussi loyal jury que celui devant lequel comparut le noble martyr anglais lord William Russell. Mais peu nous importe le jury, vendu ou invendu, devant lequel nous comparaitrons ; peu nous importe même que l'affaire se décide par des jurés ou de la mitraille (si l'on veut en essayer), on nous trouvera toujours à notre poste. La partie est commencée ; l'Irlande tient aujourd'hui l'empire anglais par la gorge ; si elle le lâche avant de l'avoir étranglé, elle pourra être une province fouettée et affamée à tout jamais. Amen. »

» Je demeure, mylord, etc.

» John MITCHELL. »

Le 14, O'Brien, Meagher et Mitchell se sont rendus, accompagnés de trente à quarante amis, à la cour du banc de la reine, à Dublin, pour y entendre l'arrêt de mise en accusation. La foule n'était pas considérable sur leur passage. L'autorité avait adopté des précautions militaires : deux pièces d'artillerie avaient été placées dans le voisinage des quatre cours.

M. le juge Crampton a fait connaître au grand jury les charges qui pèsent sur les prévenus. Le procureur-général était présent. Les prévenus ont demandé à être assistés par des défenseurs.

La cour n'a pas statué, audience tenante, sur cette requête. Lorsque les prévenus ont quitté la salle d'audience, ils ont été salués par les applaudissements de la foule.

flle tir à la carabine et les achats de piques conti-
nuent sur tous les points de l'Irlande.

FAITS DIVERS.

Les détachements des troupes qui doivent as-
sister à la grande revue de demain, où seront remis
les drapeaux de la garde nationale de la Seine et de
l'armée, se sont tous mis en route pour Paris.

— Le *Courrier des États-Unis* annonce, à la date
du 25 mars, de New-York, que le prince Lucien Mu-
rat, fils de l'ancien roi de Naples, habitant le New-
Jersey, devait partir ce jour-là, pour venir en France
se mettre aux ordres de la République.

— On lit dans le *Sémaphore* de Marseille :

« Le citoyen Jérôme Bonaparte, ex-roi de West-
phalie, venant de Paris, est arrivé hier dans notre
ville ; il est descendu à l'hôtel des Empereurs, et part
ce matin pour la Corse. »

— Le chiffre exact des dettes de l'ancienne liste
civile commence à être connu. Il approche de 40 mil-
lions, dont 20 millions sont réclamés par des particu-
liers et 20 millions par le Trésor.

Il paraît qu'il serait assez difficile de satisfaire, quant
à présent, au paiement de ces dettes, par la difficulté
de vendre promptement et sans de trop grands mé-
comptes le domaine privé, qui, d'ailleurs, n'est frappé
que de séquestre, et sur le sort duquel l'Assemblée
nationale devra statuer.

L'ancien domaine privé représente un chiffre de
200 millions. La succession de Mme Adélaïde dévo-
lue aux princes de Joinville et de Montpensier est es-
timée 60 millions, plus 20 millions légués au duc de
Nemours, au comte de Paris et à diverses personnes.
La succession de Condé, échue au duc d'Aumale,
monte à 100 millions environ.

— Par suite d'un mandat de perquisition décerné
le 16 courant par M. le préfet de police, M. Boudrot,
commissaire de police attaché aux délégations judi-
ciaires, s'est transporté au domicile du sieur Cham-
pollion Figeac, ancien conservateur des manuscrits
de la Bibliothèque nationale, établissement où il de-
meure encore, rue Neuve-des-Petits-Champs, 12. Il
s'agissait d'une inculpation de détournement de li-
vres et manuscrits appartenant à cette Bibliothèque.
Cette perquisition a amené, en effet, la saisie de 28
volumes et de cartons renfermant divers manuscrits
des plus précieux.

— Un journal judiciaire annonce aujourd'hui la
demande en séparation de biens par Mme Hébert,
femme de l'ex-garde des sceaux.

— Le 55^e régiment de ligne arrivé ce soir à la Cha-
pelle Saint-Denis, y a été reçu avec enthousiasme.

— Le ministre de l'instruction publique et des cul-
tes a décidé que le registre des inscriptions pour le
troisième trimestre de l'année scolaire 1847-48 res-
tera ouvert dans les facultés de droit et de médecine
jusqu'au 6 mai inclusivement, afin de faciliter l'exer-
cice de leurs droits civiques aux étudiants qui s'étaient
rendus dans leur domicile légal avant le 9 avril, épo-
que primitivement fixée pour les élections générales.

— La cour d'assises de Toulouse, jugeant sans as-
sistance de jurés, a prononcé son arrêt sur la deman-
de intentée par le père de Cécile Combettes contre le
frère Léotade et la communauté des Frères. Louis Bo-
nafous, frère Léotade, a été condamné à 12,000 fr. de
dommages, et la cour a annulé la citation donnée au
frère Philippe, qui a été assigné à Toulouse, et dont
le domicile est à Paris, et à qui on n'a pas laissé d'ai-
leurs de copie d'assignation.

— On lit dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges* :

« Les vieillards ne se souviennent pas d'avoir vu
les campagnes présenter à cette époque un aussi bel
aspect. La végétation, en effet, est d'une activité
inouïe. Les cerisiers sont sur le point de s'épanouir
en fleurs. Les céréales sont de toute beauté. Encore
quelques jours favorables, et nous verrons les seigles
épier. Les mêmes observations sont applicables aux
plantes fourragères. »

— L'affaire relative à l'incendie du pont d'Asnières
et à la destruction ou au dérangement de la voie de
fer de Paris à Rouen, dans laquelle figurent dix-sept
accusés divisés en deux catégories, commencera le
mercredi 26 et durera au moins trois jours.

— M. le maréchal Bugeaud écrit à divers journaux
pour se laver de la part qu'on lui attribue dans les
massacres de la rue Transnonain.

— Il se forme une société nationale ayant pour ob-
jet l'extinction de la mendicité et la réhabilitation des
classes pauvres par l'organisation d'institutions agri-
coles.

— Par suite d'un arrêt de la chambre des mises
en accusation, le frère Lorient, des écoles chrétiennes,
arrêté pendant la session de la cour d'assises de Tou-
louse, a été mis en liberté.

— On a dit que le pavillon français avait été arra-
ché de la maison du consul de France à Trieste. —
Ce bruit est entièrement faux, et démenti par le *Mo-
niteur*.

— On écrit de Tours :

« Hier, 15 avril, l'hôtel de Paris, en face de l'em-
barcadère, a été le théâtre d'un triste événement. Le
nommé Anselloos, né à Paris, lancier au 1^{er} régiment,
en garnison dans cette ville, s'était absenté depuis
quelques jours du quartier, et était venu prendre une
chambre dans cet hôtel, avec la fille Louise Boreau,
sa maîtresse. Dans la soirée du 15, Anselloos se fit
servir à souper dans sa chambre. Il paraît que ce re-
pas fut accompagné de copieuses libations de vin,
d'eau-de-vie et de punch. Est-ce pendant l'ivresse,
qui dut être la suite de cette débauche, que Anselloos
et la fille Boreau prirent la funeste résolution qu'ils
accomplirent plus tard, ou bien était-elle d'avance
arrêtée entre eux ? Cette dernière supposition paraît
la plus probable. Ce qui est certain, c'est qu'ils ont
allumé du charbon sur le carreau de la chambre ; à
quelque distance de la cheminée qu'ils avaient eu la
précaution de boucher ; puis ils se sont couchés.

« Le lendemain 16, les personnes de l'hôtel, in-
quiètes du silence qui régnait dans la chambre d'An-
selloos, soupçonnèrent un suicide, et prévinrent la
police. M. le commissaire de Pimparé se transporta
sur les lieux, et, après avoir fait ouvrir la porte par
un serrurier, il trouva Anselloos et la fille Boreau
morts dans leur lit. Le charbon répandu sur le car-
reau, l'odeur du gaz délétère, qui remplissait la cham-
bre, ne pouvaient laisser de doute sur le genre de mort
de ces deux malheureux ; mais s'il eût été possible
d'en concevoir, la lecture de plusieurs lettres écrites
par Anselloos les aurait bientôt dissipées.

« Dans une de ces lettres, adressée à sa mère, il
lui dit qu'après s'être engagé comme remplaçant au
1^{er} lanciers, le 31 mars dernier, il n'a pu supporter
sa nouvelle position et qu'il a résolu de se donner la
mort.

« Un petit billet, écrit quelques instants avant la
mort, est ainsi conçu : « N'ayant pu accomplir mon
dessein hier mercredi, 12 avril, rapport au temps
de manque et pour ne rien faire remarquer, j'ai a-
jourd'hui à ce jour, jeudi 13 avril, trois heures du
matin, mon exécution d'asphyxie, de concert avec
ma maîtresse, Louise Boreau, et de sa propre vo-
lonté. Signé : ANSELLOOS. »

« Tours, le 15 avril 1848. »

Au-dessous est encore écrit : « Pour ma maîtresse
et par son ordre, ne sachant signer, mais qui a ap-
posé sa croix. »

— La note suivante nous est communiquée :

« Les sourdes rumeurs qui, depuis plusieurs jours,
agitaient la capitale, faisant pressentir une manifesta-
tion contraire à l'ordre public, les décorés de juillet,
fils aînés de la Liberté, craignant une imprudente at-
taque contre le Gouvernement provisoire, se sont
constitués militairement et lui ont envoyé une députa-
tion, lui annonçant qu'ils étaient prêts à marcher
les premiers contre les ennemis de la République.

« Cette démarche patriotique et spontanée a été
accueillie avec une vive satisfaction.

« Paris, le 16 avril 1848.

« Le président du Club des décorés,
« A. LEBLANC. »

Au citoyen rédacteur en chef du *COURRIER FRANÇAIS*.
« Paris, 17 avril 1848.

« Citoyen,

« Plusieurs journaux ont annoncé qu'on m'avait
vu hier au Champ-de-Mars. Le fait est erroné. La vé-
rité est que j'ai été complètement étranger à la ma-
nifestation, et que j'ai été de une heure à trois, dans
une assemblée générale d'actionnaires, convoquée
pour activer le départ en Icarie.

« J'écris au gouvernement provisoire pour lui de-
mander une enquête, et je vous envoie une copie de
ma lettre, en vous priant de l'insérer.

« Salut fraternel.

CABET. »

— On lit dans la *Liberté* :

PROPHÉTIE. — Le 18 février 1837, M. P. Piet,
vieillard septuagénaire, écrivait à Louis-Philippe :

« Tu prépares un sort funeste à ta race. Tu ne
vois pas que les reproches adressés à tes lâches
ministres sont pour toi ; que ton infailibilité, telle que
tu l'as faite, est une chimère. Le temps vient pour
toi d'un stérile repentir ; il sera d'autant plus grand
que tu auras persévéré plus longtemps dans la mau-
vaise voie.

« Nul ne peut se soustraire à sa propre justice.

« Ce n'est pas un ennemi de ta famille qui te con-
jure de changer de route.... »

Il y a des grâces d'Etat. C'en est peut-être une
que l'aveuglement, quand on a recherché ou subi une
position impossible. Celle du roi constitutionnel est
du nombre des impossibilités. On ne saurait y de-

meurer sans concessions ni empiétements indéfinis.
C'est pour cela qu'il aurait fallu avoir la sagesse de
ne jamais la prendre.

— Une députation de délégués de toutes les com-
munes qui composent l'arrondissement de Corbeil,
s'est rendue hier à l'Hôtel de Ville pour présenter au
gouvernement provisoire la nouvelle assurance de
leur concours et de leur dévouement.

— Hier, dans un club de la Chaussée-d'Antin, il a
été proposé de rayer MM. Ledru-Rollin, Ferd. Flocon
et Louis-Blanc de la liste des candidats du départe-
ment de la Seine.

— Le nouveau conseil municipal de Saint-Etienne
est en permanence, il s'occupe activement des
moyens à employer pour procurer de l'ouvrage aux
ouvriers. Les négociants de la ville ont déclaré, de
leur côté, qu'il leur est arrivé des commandes impor-
tantes, et que, bien qu'elles leur offrent de la perte
il les feraient exécuter.

La ville est à peu près calme, M. le procureur-gé-
néral vient d'y arriver.

BOURSE DU 18 AVRIL 1848.

Les craintes que l'on avait eues un instant ce matin
se sont bien vite dissipées, et la bourse ne s'en est
nullement ressentie. Les fonds se sont maintenus en
hausse. Ouvert à 58 50, le 3 pour 100 est remonté à
40 74 et s'est fermé à 40 75. Le 5 pour 100 ouvert
à 59 50 est remonté à 61 75 et ferme à 61.

Les actions de la banque ont varié de 1,100 à
1,140 et restent à 1,125.

L'Orléans, fermé hier à 447 50, a débuté à 450, a
fait 445 au plus bas, et reste à 450.

Le Rouen a fait 305, comme hier.

Le Marseille a débuté à 200 (cours de clôture
d'hier), et reste à 195.

Le Bordeaux a fait 390 (dernier cours d'hier).

Le Nord, qui finissait hier à 332 50, a débuté à
330, a fait 328 75 au plus bas, est resté à 333 75.

Le Strasbourg a fait 343 75 (cours de fermeture
d'hier) et 345.

Le Nantes a varié de 332 50 à 335.

Le Lyon (fermé hier à 308 75) a débuté à 305, a
fait 308 75 au plus haut et ferme à 307 50.

On a aussi fait des Montereau à 120 et des Dieppe
à 150.

Les autres valeurs négociées au comptant sont :
les bons du trésor à 41 et 40, hier 39 1/2 à 40 ; les
ducats de Naples à 47, dernier cours 49 ; le 5 o/o ro-
main à 50, hier 50 à 49 3/4 ; le 5 o/o belge de 61 à
61 1/4, hier 61 1/2 ; du 5 o/o belge 1842, 61 à 61 1/4,
à 61 1/2 à 60 3/4 ; des banque belge 1855 à 510, hier
500 ; des obligations de la ville à 960, hier à 955 ; de
la caisse hypothécaire à 400, comme hier ; et enfin
des actions de la caisse hypothécaire à 100, comme
hier ; de la Vieille-Montagne à 1,850, hier 1875 et
1,850, et du Nord, libérées, à 310.

Le Rédacteur en chef : AUG. BRUGILIOLE.

SPECTACLES DU 19 AVRIL.

THÉÂTRE DE LA NATION. — La Juive.

THÉÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Le roi attend, l'Aventurière,
Une porte.

OPÉRA-COMIQUE. — Le Pré-aux-Clers, Intermède, le Nou-
veau Seigneur.

ODÉON. — 1^{re} Un Gentilhomme de 1847, don Quichotte.

THÉÂTRE-HISTORIQUE. — Monte Cristo (2^e soirée).

GYMNASSE. — Chacun chez soi, Mauvais sujet, Hercule.

VAUDEVILLE. — Incassament la réouverture.

VARIÉTÉS. — Les Peureux, Pauvre Jacques, M^{lle} de Choisy.

THÉÂTRE MONTANSIER. — Pauvre Aveugle, Voyage sentimen-
tal, Jeune Homme, Vestris, Chansonn.

PORTE-SAINT-MARTIN. — Robert Macaire, le Fils mal gardé.

AMBIGU-COMIQUE. — Les Paysans, les Quatre Sergents de la
Rochelle.

GAITÉ. — Le Frère de Lait, la Foi, l'Espérance et la Charité.

FOLIES. — Raimbaut et C^e, M. Botte, la Courte Paille, In-
termèdes.

DÉLASSEMENTS. — Léon, Il était temps... le Loup dans la
Bergerie, la Dame, A tous Péchés.

FUNAMBULES. — Ma Lisette, Une Nièce, le Pas, Vaillance,
Arlequin, Phœbus.

COMTE. — Le Dîner impossible, les Rendez-vous Villageois,
le Lutin de la Prairie, l'Homme de Marbre.

Pêcheur, les Rubans de Mariette, le Bouffon.

SPECTACLE-CONCERT, boulevard Bonne-Nouvelle. — Représen-
tation extraordinaire.

DIOÉAMA, bazar Bonne-Nouvelle. — Vue de Chine, église
Saint-Marc.

PANORAMA. — (Champs-Élysées). — Bataille d'Eylau.

SOIRÉES FANTASTIQUES de Robert Houdin, tous les soirs, à
8 heures ; 164, galerie de Valois, Palais-Royal, et 15, rue
Valois. — La Suspension étherienne. Prestigitation.

JARDIN-D'HIVER, aux Champs-Élysées. Promenades de jour.

Marché aux Fleurs chauffé et permanent. Cabinet de lec-
ture gratuit. Salle d'exposition. — Prix 1 fr.

SOIRÉES ORIENTALES. — Passage Jouffroy. — Gnômes, Ex-
périences par le caloriforme.

SALLE VALENTINO. — Rue Saint-Honoré, 339. — Bal tou-
les lundi, dimanche, jeudi et samedi.